pour le Sport
commission *Sport* du PCF
contact : sport@pcf.fr
http://sport.pcf.fr

SPÉCIAL le réseau sport dans les départements

# l'humain d'abord C'EST DU SPORT !

Souvent, nous entendons : « pas de politique dans le sport ». Ce sont parfois les mêmes qui se lamentent du manque, de la régression des moyens humains et financiers nécessaires au développement de leur discipline.

Ce sont bien des choix politiques qui peuvent permettre à toute personne, les bénévoles, les dirigeants, les arbitres, les éducateurs sportifs ou les pratiquants de mieux se former, d'être reconnus pour leur militantisme associatif.

Par ailleurs, des mutualisations sont à susciter, à dynamiser. Une démocratisation, c'est-à-dire l'accessibilité aux responsabilités par la diversité des compétences est à faciliter. Des coopérations sont à développer.

Veiller à conforter les équilibres de la pyramide sportive, à la réalisation de stratégies orientées vers l'émancipation humaine par le sport. Ces choix sont réalisables, les financements existent, c'est la détermination de leur affectation qui doit s'opérer.

Voter Front de Gauche, c'est s'assurer de la volonté de transformer ces paroles en actes après les élections.

Chacun aura son rôle à jouer dans cette perspective, pour une politique sportive à l'écoute et destinée à tous.

Luc Miserey
candidat du Front de Gauche
aux élections législatives dans la 11e circonscription des Yvelines (78)

MAI-JUIN 2012

DANS CE NUMÉRO

Interview p.2-3
Il faut politiser la question du sport
Lydia Martins Viana
et Nicolas Bonnet

Dossier p.4-14
Le réseau sport
dans les départements

Législatives 2012 p.15
Une nouvelle ambition
pour le sport : l'humain d'abord

En mouvement p.16

## Place au Sport

**samedi 26 mai 2012**
**à Échirolles (38)**

*avec* **Renzo Sulli, maire d'Echirolles**
**Évelyne Specia, maire adjointe de Vizille**
**candidats aux élections législatives dans la 2e circonscription de l'Isère**
**et Élisabeth Legrand, conseillère générale**

**débats et animations toute la journée -** *contact mail :* **renzosulli2012@gmail.com**

## Entretien Croisé

### Lydia Martins-Viana

**coprésidente de la FSGT**
**membre du conseil d'administration du CNOSF**

# il faut politiser la question du sport

***Lors de son intervention à Ivry-sur-Seine, Jean-Luc Mélenchon a dit : il faut politiser la question du sport. Qu'en pensez-vous ?***

**Lydia Martins-Viana**

Je pense que le sport est déjà très politisé, mais à l'insu du plein gré des pratiquants et même de la plupart des dirigeants sportifs. Selon eux, le sport pourrait en effet être un espace neutre, consensuel où les options politiques pourraient être gommées. Le repos du guerrier en quelque sorte. Je pense qu'il n'en est rien et que celles et ceux qui ont orienté le sport ces dernières années le savent bien. Qu'ont-ils fait ? Ils ont cassé le service public du sport et accompagné puis encouragé sa financiarisation.

Le sport, en tous cas celui qui se regarde, n'est trop souvent rien d'autre que l'expression de la perversité du capitalisme. Il est donc temps que tous prennent la mesure des choix à opérer et y contribuent pour que les activités physiques et sportives soient prises en compte comme elles le doivent. C'est-à-dire ni comme un simple divertissement à réserver à celles et ceux qui en ont les moyens, ni comme un remède à tous les maux de la société. Elles doivent être appréhendées comme un élément fondamental de la culture, de l'éducation, de la vie sociale, contribuant à l'émancipation humaine. C'est un choix politique.

**Nicolas Bonnet**

Lorsqu'en 2008, Nicolas Sarkozy fait supprimer le *Conseil national des activités physiques et sportives* sur simple décret, c'est un acte politique. Lorsqu'il supprime les directions départementales de la Jeunesse et des Sports et un certain nombre de CREPS, c'est un choix politique. Lorsqu'il fait voter une loi qui autorise en France les paris sportifs ou une autre qui autorise les clubs à rémunérer les agents sportifs à la place des joueurs professionnels, c'est politique. Tout comme une phrase clé du rapport d'Éric Besson qui a été l'orientation politique des 5 dernières années : «*Aider les clubs à assumer leur mutation vers l'entreprise de spectacle sportif que la compétition économique et sportive exige* ».

Politiser la question du sport, c'est impulser un grand débat national au sein du mouvement sportif partout où c'est possible avec comme point de départ : quel sport voulez-vous ? Quel chemin prendre ? Quels moyens ? Le changement ne peut pas venir d'en haut mais de l'intérieur et des parties prenantes. Il faut donc vivifier les pouvoirs citoyens et notamment par la démocratie dans le sport. Notre slogan, *Prenez le pouvoir*, appelle à une révolution citoyenne et une insurrection des consciences dans le mouvement sportif. Enfin, c'est l'ambition d'interroger la place des associations, la place du temps libre et la place du corps dans notre société.

Toutes les doctrines d'oppression commencent par la négation ou le contrôler du corps. Le corps est un enjeu de domination et donc de pouvoir. L'enjeu politique majeur est le droit à dominer son propre corps et à l'accomplir dans toutes les dimensions de son potentiel physique et intellectuel.

***Avec la victoire de François Hollande, la gauche est de retour au pouvoir. Quelles mesures immédiates doit-elle prendre ?***

**Lydia Martins-Viana**

Le nouveau président a dit que son action aurait deux fils conducteurs : la justice sociale et la jeunesse. La première mesure serait de renforcer les crédits d'État au sport pour tous. La deuxième, de recruter un nombre conséquent de professeurs d'EPS pour garantir qu'à la rentrée prochaine les heures d'EPS obligatoire soient réellement assurées. Enfin, d'utiliser les deux mois à venir pour créer les conditions dès septembre 2012 d'une réflexion à l'échelle du pays pour construire le plus collectivement possible (en associant pratiquant, dirigeants, élus, syndicats, enseignants et chercheurs) la politique sportive dont la France a besoin pour les 10/15 ans à venir.

**Nicolas Bonnet**

Il ne peut pas y avoir de victoire complète à gauche sans de réels progrès dans la vie quotidienne des Français. Il faut que les familles puissent

## Entretien Croisé

# Nicolas Bonnet

**responsable de la commission *Sport* du PCF**

mesurer le changement concrètement. Par exemple, je pense que le coût de la pratique devrait diminuer. Je pense à la valorisation de l'engagement des bénévoles en garantissant le temps, les moyens et la formation nécessaire pour se consacrer à la vie de leur association. Je pense à l'égalité de traitement médiatique des sports et notamment du sport féminin, tout comme la proportionnalité dans les instances nationales ou l'égalité de salaire entre sportifs et sportives. Toutes les collectivités territoriales attendent une aide concrète de l'État pour financer de nouveaux équipements sportifs et répondre aux besoins de tous les publics.

Enfin, les parcours des sportifs professionnels doivent être sécurisés de la formation à la reconversion, tout en instaurant un salaire maximum et minimum. Dans notre programme, *L'humain d'abord*, nous avançons des mesures concrètes qui pourront être réalisées par la ratification d'une grande loi cadre sur le sport.

***Quels devraient être les contours d'une grande loi cadre sur le sport pour les dix années à venir ?***

**Nicolas Bonnet**

Depuis la dernière loi cadre, qui date des années 2000, beaucoup de choses ont changé et de nouveaux défis sont à relever. Il s'agit de faire une loi qui tienne compte des enjeux actuels. Le point de départ est de considérer le sport comme un droit pour toutes et tous, comme le droit à la culture, à la santé, au travail, au logement. C'est en mettant le sport à ce niveau là, que nous pourrons conjuguer les mesures concrètes, les moyens humains et financiers nécessaires.

Nous avons besoin d'une loi cadre qui assure l'accessibilité à toutes et tous par un service public de proximité. Elle devra préciser les missions partagées par l'État et les fédérations sportives en fonction des besoins des populations. Une loi cadre qui repositionne la responsabilité de l'État dans la construction des infrastructures sportives et aux côtés des collectivités territoriales. Elle devra aller plus loin que la loi de 2000 sur le fonctionnement démocratique du mouvement sportif, du club au CNOSF en passant par les fédérations. Aujourd'hui, nous sommes bien loin du compte sur la place de la licenciée et du licencié dans les choix de gestion, dans les choix sportifs des fédérations. Enfin, elle devra réaffirmer l'unité du mouvement sportif et ne pas laisser de coté le sport professionnel.

Nous avons à nous mêler de la régulation et de l'éthique dans le sport professionnel, de la situation des sportives et sportifs professionnels, du statut et des missions des ligues professionnelles, nous avons à nous mêler de la mutualisation des richesses qui sont produites dans le sport pour qu'elles servent à tous. Nous avons à nous mêler de la formation, des diplômes pour créer une véritable filière de formation et des diplômes du sport avec les CREPS.

**Lydia Martins-Viana**

Bien sûr, j'ai quelques idées sur la question. Mais la première, essentielle à mes yeux, est de construire les lois autrement. Il est en effet impératif que le peuple soit le législateur et pas uniquement par le biais de représentants mais en étant un réel penseur du contenu des lois. Le gouvernement et les députés doivent créer les conditions de la concertation la plus large possible.

Maintenant, je pense en effet que les APS ont besoin d'une nouvelle loi qui soit à la hauteur des enjeux que représente la pratique sportive dans la vie quotidienne aujourd'hui. Autrement dit, la loi devrait commencer par reconnaître à égalité l'ensemble des pratiques.

Elle devrait mettre en place un service public des APS dans lequel la vie associative serait un pilier central. Il s'agit en effet de dépasser la vision selon laquelle l'État ou les collectivités publiques seraient les seuls garants de l'intérêt général. Les politiques menées ces dernières années témoignent que ce n'est pas le cas.

Je plaide par conséquent pour la transformation du rapport des citoyens à l'État et inversement, je plaide pour la co-construction des politiques publiques.

Mais encore une fois, cela nécessite la mise en place d'une grande réflexion à l'échelle nationale.

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

### ISÈRE (38) - FRANCOIS PEREZ

# le sport en campagne, ça marche !

En Isère, le sport s'invité toujours dans les campagnes. La recette est bien rodée. Elle commence par des distributions de tracts ciblés aux parents d'élèves devant les portes des écoles primaires, aux entrées des stades, par l'envoi d'invitations aux clubs, aux offices municipaux du sport, aux associations, syndicats, élus. Et ça marche !

Le 15 mars à Fontaine, le collectif *Sport* de la fédération du PCF, Parti de gauche, Gauche unitaire, organisaient une rencontre citoyenne de présentation du programme ***Une nouvelle ambition pour le sport***.

L'initiative a bénéficié d'un solide appui de la municipalité, de son maire, de l'adjoint au Sport. Elle a rencontré un large écho auprès d'associations et cadres sportifs, du président du GF 38, des supporteurs du Red Kaos.

Durant deux bonnes heures, 70 personnes ont pris part au débat, découvrant les propositions, applaudissant devant la pertinence et l'originalité de celles-ci, s'interrogeant à haute voix sur la manière de les prolonger auprès des pratiquants.

Les abonnés à *Pour le sport* n'ont pas besoin qu'il soit rappelé ce que sont celles-ci. Ils ont été les premiers à en prendre connaissance, voire à les construire et les faire évoluer. L'intérêt de l'initiative, qui la justifie davantage, réside dans l'encouragement, si ce n'est la stimulation de participants puisant dans l'exposé et les réponses offertes par Nicolas Bonnet, matière à poursuivre dans leur sphère d'influence. Il en est ainsi de la conseillère générale, adjointe au Sport d'Échirolles, qui a proposé au maire, candidat Front de gauche sur la 2ème circonscription, d'organiser, samedi 26 mai, une journée pour le sport, conçue autour d'ateliers thématiques en matinée et de joutes sportives l'après- midi.

D'autres projets se mettent en place dans le département et le collectif est sollicité à cet effet, notamment en matière d'informations et de brochures.

Le bilan de la soirée est révélateur de l'utilité de ce genre d'initiative spécifique, de son efficacité à rassembler des publics divers. Le programme du Front de gauche est le plus élaboré, le plus solide et charpenté dans ses objectifs. Beaucoup en ont pris conscience. Outre le programme *L'humain d'abord*, vendu à 10 exemplaires, une collecte « rentable », les adresses déposées pour un suivi d'information, les participants sont tous repartis avec la brochure de 12 pages détaillant les propositions.

La campagne des élections législatives est propice au développement d'arguments sur le projet, son contenu, les réponses appropriées pour redonner au sport les moyens de son développement. Parents, enseignants, dirigeants bénévoles, élus, sont en quête de solution. Les ravages engendrés par dix années de pouvoir de droite ne vont pas s'effacer du jour au lendemain, tant sont grands les besoins. Il y a de fait bien des raisons à prendre cette question à bras le corps.

Le travail de la commission nationale et de son responsable, Nicolas Bonnet, porte ses fruits partout où le relais est pris. Pour qui veut bien s'en saisir, le résultat est payant.

- Le groupe des élus communistes de la ville de Grenoble va déposer un vœu sur la pratique sportive des femmes.
- Samedi 26 mai, parc Buisson à Echirolles, une journée pour le sport et organisée par le comité de campagne de Renzo Sulli, candidat Front de gauche dans le 2ème circonscription de l'Isère.
- Les supporteurs du GF 38 du Red Kaos tiendront un stand avec jeu de ballon lors de la fête fédérale du *Travailleur alpin* qui se déroulera les 29 et 30 juin, et le 1er juillet au parc Dotto à Fontaine.

ISÈRE

# les *Red Kaos*, supporteurs inconditionnels du GF 38 affichent leur citoyenneté

**Le *Red Kaos* s'est formé en 1994 par la rencontre de trois passionnés du club de football de la ville. Depuis, le groupe exerce une influence indéniable sur le déroulement des matchs, insuffle une mentalité « ultra » à ses membres, au public de la tribune et à tout le stade pour porter son équipe de bout en bout. L'ambiance qu'il a créée, les encouragements constants durant la partie, l'attachement au club et à Grenoble sont les fondements de sa mentalité. Mais il se garde bien de tout soutien inconditionnel qui ne correspondrait pas à ses propres valeurs.**

*Combien êtes-vous en moyenne, lors des rencontres actuelles ?*

Cette année, nous comptons au sein du *Red* une centaine de membres pour des affluences au stade qui oscillent entre 1 500 et 2 000 spectateurs.

*Le GF 38 n'a pu conserver son statut professionnel, cela a du vous affecter ?*

Grenoble perdait son unique club de football professionnel. Les supporters en général souhaitent tous voir leur club jouer en première division. C'est en évoluant au sommet que nous pouvons toucher le plus de personne et créer une véritable passion derrière le GF38. Après l'annonce du dépôt de bilan, le groupe voyait la descente aux enfers de son club. Il devrait remonter en CFA cette saison.

*Comment le vivez- vous ?*

Un réel projet de reconstruction a été mis en place par les bénévoles actuels du club. Le *Red Kaos* s'est tout de suite impliqué dans la renaissance du GF38 tout en restant indépendant.

Le CFA2 permet de retrouver les vieilles valeurs du football : populaires, engagées, conviviales. Tout le contraire des divisons professionnelles, dominées par l'argent et les médias.

*Vous avez conduits nombres d'actions pour sauver le club, mais aussi pour réclamer la liberté d'expression dans le stade. Pourquoi ?*

Notre rôle d'ultras, c'est de savoir se mobiliser et protester quand les choses vont très mal, et de tout mettre en œuvre pour ne pas laisser couler notre club. Notre combat contre l'ancienne direction fut long et laborieux, même si nous avons été assez déçus de l'impact qu'ont pu engendrer ces actions.

Nous pensons que le stade est un lieu de vie et de revendications. Il est un reflet de la société qui est de plus en plus sécuritaire et revendiquons donc certaines valeurs opposées au système et aux autorités qui les censurent (souvent de manière violente). Nos banderoles représentent l'expression collective du groupe et de la tribune, même si quelques-unes d'entre elles sont contestataires et déplaisent aux dirigeants et autorités.

*Vous avez aussi pris part à des actions concertées pour contester la loi Lopsi. À quels résultats êtes- vous parvenus ?*

Cette loi est à nos yeux liberticide, répressive et abusive. Elle remet en cause les principes fondamentaux des citoyens (présomption d'innocence, liberté d'aller et venir). La contestation de Lopsi s'est réalisée par différentes actions : articles dans *La voix du RK* (feuille d'infos officielle du groupe), tracts, quêtes pour les frais de justice, discussions dans les différents lieux de rassemblement du groupe. Des recours en justice ont aussi été engagés par le RK. Certaines procédures abusives d'interdiction de stade ont été annulées mais d'autres sont encore en cours.

*Vous intervenez dans le débat public, interpellez les élus territoriaux sur la gestion du stade des Alpes. Êtes-vous parvenu à vous faire entendre ?*

L'échange et le dialogue avec le public rassemblé en tribune et notre indépendance font notre force. La tribune fédère tous les citoyens, peu importe leur âge, leur sexe ou leurs origines. Notre parole peut avoir un impact auprès des dirigeants et autorités, nous sommes d'ailleurs régulièrement consultés concernant des événements liés au GF38 (match à risques, fumigènes, déplacements, incidents).

Nous arrivons à influencer certaines décisions sur le prix des places en tribune populaire, les déplacements, horaires des matchs, mais notre avis est encore trop peu pris en compte. Surtout, nous ne sommes jamais contactés par les politiques locaux avant qu'ils prennent certaines décisions.

*Vous serez de nouveau présent le dimanche 1er juillet à la Fête du* Travailleur alpin*, qu'allez-vous y présenter ?*

Principalement notre manière de supporter, une alternative à l'ultra-consommation du football. Nous voulons partager notre vision du football actuel à travers les tribunes, exposer les composantes de notre mouvement, de notre mentalité. Nous venons avant tout pour échanger. Rendez-vous à la fête, et *Forza Grenoble !*

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

## AIN (01) - PASCAL BORGO

# assemblée citoyenne du Front de gauche : *Quel sport voulons-nous ?*

Le samedi 3 mars 2012, de 9h à 12h, à Bourg en Bresse, le Front de gauche a organisé sa première assemblée citoyenne sur le sport en présence de Pascal Borgo, adjoint au maire de Bourg-en-Bresse, Daniel Blatrix, candidat aux élections législatives dans la 4e circonscription, Sébastien Boileau, candidat dans la 1ère circonscription et Nicolas Bonnet.

### La situation du sport à Bourg-en-Bresse

L'agglomération de Bourg-en-Bresse regroupe près de 70 000 habitants et comprend 14 000 licenciés dont la moitié résident dans la ville centre. La ville centre accueille des populations plus pauvres que la majorité des villes de la périphérie, avec une grande part de logements sociaux dont les résidants ne sont pas majoritairement les sociétaires des associations sportives. Le mouvement sportif est composé de 83 clubs subventionnés par la ville, soit une trentaine de disciplines sportives, pour un total de subventions directes prés de 1 400 000 €. Environ la moitié de cette somme va au sport de haut niveau, dont le football, le basket et le rugby. 4 autres clubs amateurs, cyclisme, athlétisme, natation, basket reçoivent un peu plus de 50 000 €. Douze éducateurs territoriaux interviennent majoritairement dans les écoles primaires.

L'EPS et sport scolaire sont pratiqués dans 8 lycées et 6 collèges. La mise à disposition d'équipements est évaluée à 1 400 000 € par an. Les installations sportives sont vieillissantes et devraient pouvoir bénéficier d'un « plan Marshall » impulsé par l'État. Le budget des sports représente 7 % du budget global de la ville, ce qui situe Bourg en Bresse dans la moyenne des villes de la même taille.

Un Office municipal des Sports fonctionne, mais ses rapports avec la collectivité sont compliqués. En décembre dernier, la ville de Bourg a organisé les assises du sport qui ont réuni 80 personnes avec une intervention d'Yvon Léziart en introduction à cette journée.

C'est à partir de ce constat local que l'assemblée citoyenne a été introduite par Pascal Borgo, adjoint au maire en charge des sports.

### Le sport, un droit pour toutes et tous

Nicolas Bonnet a présenté les propositions du Front de gauche sur le sport en rappelant que chacun doit pouvoir acquérir librement une culture corporelle par l'appropriation des connaissances techniques et pratiques de l'être humain

en mouvement, en jeu, dans un environnement donné. Il a insisté sur la priorité qui doit être donnée à l'EPS et au sport à l'école et l'obligation de création de nouveaux postes d'enseignants d'EPS en nombre suffisant pour répondre aux répondre aux exigences sociales et démocratiques. Il s'agit de réaffirmer l'égalité républicaine de toutes et tous dans l'accès au sport. Restaurer le ministère des Sports avec les moyens nécessaires à son bon fonctionnement serait une des premières grandes mesures.

### Le sport, enjeu de société

Les participants ont longuement débattu de la nécessité de mettre fin à la marchandisation du sport et le sortir des mains du capitalisme financier et des dérives du sport professionnel que nous connaissons actuellement (rémunérations scandaleuses, équipements privatisés, paris sportifs…). Ils ont insisté sur le besoin de mutualisation des moyens entre amateurs et professionnels par la redistribution des richesses produites.

Les participants partagent le constat des nouvelles pressions du monde du travail sur les salariés avec ses conséquences sur le temps des loisirs et l'organisation du bénévolat. La santé des sportifs, les visites médicales de contre-indications, le suivi individualisé et la lutte contre le dopage, ont été également des sujets largement évoqués.

### Une visite improvisée

L'après-midi, nous avons rapidement fait le tour des équipements sportifs de la ville et nous avons assisté à un championnat régional de jeunes organisé par le club de lutte local, *Alouette des Gaules*, et échangé avec les responsables.

De nombreuses invitations avait été adressées aux sièges des syndicats de l'Ain, (Snep, Snuipp, Cgt, Cfdt), à tous les clubs et comités sportifs de l'Ain (600), à la liste diffusion du PCF 01 (1500) élus, militants, sympathisants et à la presse et aux radios locales.

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

## VAL DE MARNE (94) - JEAN-PIERRE FAVIER

# 300 personnes au Forum du sport à Ivry-sur-Seine le 10 mars

L'espace Robespierre d'Ivry 94 s'est couvert d'affiches et de drapeaux rouges pour recevoir plus de 300 personnes autour de notre candidat à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon au forum national du sport.

Depuis plusieurs jours, les militants, les sportifs d'Ivry n'ont pas ménagé leurs efforts pour que ce rassemblement soit une réussite. C'est une mobilisation de tout le Val de Marne qui a permis ce succès.

Le député-maire, Pierre Gosnat, a ouvert cette matinée en rappelant que le sport tient une place particulière dans sa ville. Il a souligné la mutualisation nécessaire entre le sport de masse et le sport professionnel pour garantir le droit d'accès au sport pour toute et tous, une unité du mouvement sportif mise à mal par le gouvernement dans les cinq dernières années. Suite à une présentation générale animée par Nicolas Bonnet, en présence de Marie-George Buffet, Lydia Martins-Viana, Éric Coquerel, Patrick Braouezec, 5 ateliers ont réuni les participants pour travailler sur des thématiques précises.

1. Service public du sport rénové pour garantir le droit pour tous.
2. L'enseignement EPS et sport scolaire.
3. Plan national d'aide aux clubs, pour relancer la vie associative, le bénévolat et l'éducation populaire.
4. Sport de haut niveau permettant de développer le sport pour tous et garantissant les valeurs et l'éthique du sport.
5. Un budget ambitieux pour soutenir nos exigences.

Après le retour de ces ateliers, dont les échanges furent profonds, enrichissants et passionnés, Jean Luc Mélenchon est monté à la tribune pour une intervention d'une qualité exceptionnelle dont Ivry-sur-Seine se souviendra longtemps. Deux grands axes, pour résumer son intervention.

### Le sport doit être politisé !

Il faut développer la citoyenneté et lutter contre l'argent, cette lutte doit être idéologique et concrète. Le sport doit être dé-financiarisé, l'ampleur des dégâts est considérable, il faut éradiquer la corruption qui est devenue un problème gigantesque et qui pourrit le sport de l'intérieur.

Il faut interdire les paris sportifs. Il faut interdire les cotations en bourse des clubs. Interdiction aux évadés fiscaux d'être en équipe de France. Création d'un salaire maximum, les sommes versées aujourd'hui sont indécentes.

Toutes ces propositions représentent les vertus républicaines. Nous refusons l'idée que le monde sportif se gère comme une entreprise, ce modèle est celui de l'exploitation, de la violence physique et morale.

### Le corps comme point de départ

Les doctrines d'oppressions commencent toujours par la négation du corps.

La société nous impose l'image de corps idéalisés, aseptisés, magnifiés. Mythe de l'éternelle jeunesse, configuration de l'athlète parfait. C'est l'idéologie du matraquage.

Le corps réel est celui du tout venant, mettons-le en plutôt que les images idéalisées que l'on nous impose comme modèle et qui sont des images d'exploitation.

Il faut émanciper la pratique sportive de l'utilisation qui en est faite. C'est le sens de la révolution citoyenne qui peut avoir un écho très fort dans le monde du sport.

### Un pot convivial et fraternel a clôturé cette journée

Nous avons vécu une journée sans précédent. Il est toujours difficile de mobiliser dans le monde sportif, dans le Val de Marne comme ailleurs. Les sportifs val-de-marnais, les clubs, les élus ont diffusé l'information.

Nous sommes fiers de cette mobilisation de plus de 300 acteurs du sport et d'avoir été avec l'US Ivry et la ville les moteurs d'une telle initiative qui a pris une dimension nationale.

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

**VAL DE MARNE**

# l'atelier *Sport de haut niveau et éthique*

**animé par Béatrice Barbusse, présidente de l'US Ivry handball**
**Alain Vernon, journaliste sportif et William Gasparini, universitaire**

Le sport de haut niveau s'est développé en grande partie grâce à la manne médiatique et en particulier les droits TV, à partir des années 1980, dont le football a largement profité. Une bulle médiatique et financière s'est formée autour du sport professionnel, engendrant des dérives. Ces dérives sont multiples dans tout le sport, qu'il soit amateur ou professionnel. Elles sont principalement financière,s mais également comportementales et politiques : une démocratie bafouée à tous les niveaux des institutions sportives, la présence des femmes insuffisante, l'apolitisme des acteurs sportifs, les actes d'incivilités, racisme, etc.

La spécificité du modèle français du sport repose sur son unité. Sport pour tous et sport de haut niveau forment un tout que les évolutions contemporaines questionnent. Tous les intervenants sont unanimes pour souligner la complémentarité entre les deux. Avec l'arrivée d'une bulle financière dans le sport professionnel, le lien s'est distendu entre le sport amateur et le sport professionnel. Si le sport de haut niveau est un sport contrôlé par l'État, ce n'est pas le cas du sport professionnel qui s'est autonomisé progressivement via la création de ligue professionnelle.

Plusieurs constats ont été faits : le sport s'est développé en dehors du droit, la convention collective nationale du sport ne répond plus aux nouvelles réalités du sport contemporain et à sa professionnalisation, le fonctionnement démocratique des institutions sportives est mis à mal, la place des femmes dans le sport est insuffisante. L'argent a pris une place prédominante engendrant une logique de rentabilité dangereuse, les salaires de certains sportifs professionnels sont devenus indécents, un système ultralibéral s'est mis en place par le retrait de l'État. Une spectacularisation du sport tend à occulter la dimension sportive et éducative.

Au cours du débat, beaucoup de questions sont apparues également autour de la signification des différentes pratiques : sport amateur, sport de haut niveau et sport professionnel. La nécessité de repenser les contenus et de donner du sens aux mots s'impose. Il faut repenser l'approche du sport car les catégories d'hier deviennent obsolètes pour penser la complexité de la réalité sportive contemporaine.

Force est de constater que la politique doit se réapproprier le fait « sportif » et en particulier l'État, au travers d'une politique ambitieuse en même temps que le mouvement sportif doit retrouver les chemins de la politique pour faire vivre la démocratie et le dialogue social (insuffisance d'engagement citoyen, syndical, politique) au sein de ses institutions.

Le sport n'est pas intrinsèquement vertueux, pas plus qu'il n'est le berceau de tous les vices. C'est par l'intervention de l'État que le cercle vertueux dans le sport doit être reconstruit.

Plusieurs pistes ont été avancées :

- Sur la question des salaires des sportifs : conditionner la sélection en équipe nationale d'une domiciliation en France afin que l'élite sportive participe comme tout à chacun au paiement de l'impôt sur le revenu ; mise en place d'un salaire minimum et d'un plafonnement des salaires.
- Sur l'encadrement des sportifs : refonder les cadres de socialisation des sportifs et en particulier des sportifs notamment mineurs en introduisant un volet citoyen dans leur formation.
- Revoir la convention collective nationale du sport.
- Interdire l'actionnariat dans le sport professionnel.
- Revoir la politique européenne du sport et défendre une conception unitaire du sport.

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

### MORBIHAN (56) - COLETTE BOCHER

# les 24 heures du Morbihan

Nicolas Bonnet a honoré avec brio son invitation dans le Morbihan, sur un programme dense et diversifié, les 22 et 23 mars derniers. Acteur des travaux de la commission *Sport* du PCF qu'il dirige et du programme du Front de gauche, il a nourri le terreau fertile des militant-e-s du PCF, du SNEP, du Front de gauche et du sport du Morbihan sur une trajectoire « littorale » du département, de Sarzeau, Vannes, Hennebont, Lanester, Lorient. Le programme décidé en commun inscrivait une étape préparatoire le jeudi soir autour d'un dîner auquel avaient été convié-e-s les acteurs et actrices de l'initiative plurielle du lendemain 23 mars.

### 10h. Conférence universitaire *Le sport, miroir de notre société*

La première séquence du vendredi 23 mars au matin, inédite, avait été proposée par Anita Kervadec, professeure de lettres à Vannes, à l'intention des étudiants de BTS dont le programme 2012 et 2013 comporte le sujet *Le sport, miroir de notre société*. Elle se situait dans un cadre institutionnel, l'invitation ayant été adressée aux enseignant-e-s de BTS en lycée et relayée par l'Inspection académique.

Ainsi l'amphithéâtre de l'IUT de Vannes-Kercado s'est-il empli d'étudiant-e-s du lycée Lesage et du lycée Charles de Gaulle de Vannes, du lycée Victor Hugo de Hennebont, et de leurs professeur-e-s. Soit un total de 172 étudiantes et étudiants.

Nicolas Bonnet et Colette Bocher se sont attachés à éclairer ce miroir à partir d'analyses issues des productions de sociologues et de travaux conduits dans des étapes sociétales qui se fixaient des ambitions de démocratisation du sport pour les femmes et les hommes.

Le débat qui a suivi a témoigné de l'intérêt des étudiant-e-s et des enseignant-e-s pour cette approche originale et novatrice, donnant à voir la conquête par les travailleurs dans les entreprises et par les femmes elles-mêmes du droit au sport, pratiques, responsabilités dirigeantes, accès aux grandes compétitions et au sport de haut-niveau.

Alors que Pierre de Coubertin refusait au « sport femelle » les JO réservés aux hommes, sous l'impulsion d'Alice Milliat, des Jeux oympiques féminins se sont structurés.

La discrimination n'est pas éteinte, les équipes de France féminines de football et de hand-ball peuvent en attester ! Les femmes sont loin du compte…

À l'issue de la conférence, une bibliographie nous a été demandée par les enseignants, que nous leur avons adressée.

### 16h. Rencontre avec le club de tennis de table de Hennebont

La rencontre de l'après-midi, à Hennebont, avec le club de tennis de table était organisée par Gérard Pérron, maire, conseiller général et candidat du Front de gauche aux élections législatives, accompagné de ses collaborateurs de l'équipe de campagne. Échanges fructueux, contacts avec les jeunes sportifs et les entraîneurs des 3 niveaux, professionnel, haut niveau régional et départemental. La présentation du club et la visite des installations s'est déroulée sous l'implication passionnée du président du club, Bruno Abraham, qui a rappelé les valeurs qui servent de référence à l'esprit du club, mais aussi les difficultés financières et d'accompagnement des filles par des hommes.

### 18h. Constitution de la commission *Sport* du Morbihan

Une commission sportive du PCF du Morbihan a été reconstituée, à partir des braises encore rouges des années 70-80, de manière à inscrire dans la durée un travail sur l'EPS et le sport. Les anciens acteurs se sentant à nouveau concernés ont pris place aux côtés des nouveaux et nouvelles militant-e-s, se positionnant sur une ambition modeste mais ciblée sur des sujets locaux, dont la politique régionale en matière de sport et en activant un réseau départemental. Il importe, en effet que le sport et l'EPS retrouvent une place dans le combat social pour le rendre accessible à toutes et tous, et se construisent en porteur de valeurs, de citoyenneté, d'égalité, de solidarité, de liberté et d'émancipation.

### 20h. Assemblée citoyenne du Front de gauche sur le sport

La journée s'est terminée à Lorient par une assemblée citoyenne du Front de Gauche sur le sport à la cité Allende. Devant un public composé de spécialistes et de convaincu-e-s, Nicolas Bonnet, avec la clarté et la pertinence qui le caractérisent, a présenté le programme du Front de gauche *Une nouvelle ambition pour le sport*, en rappelant les forces investies dans son élaboration et celles rassemblées le samedi 10 mars au forum d'Ivry-sur-Seine. Le débat a permis d'éclairer tous les questionnements et de dégager des voies pour une réflexion.

La journée du 23 mars a été préparée par la distribution de 500 tracts, 200 invitations adressées aux cadres du mouvement sportif et olympique et aux dirigean-e-s du PCF et du Front de gauche. Merci aux camarades et ami-e-s qui ont préparé et accompagné ces travaux, aux publics qui y ont trouvé intérêt et matière à mobilisation, voire simplement à réflexion.

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

# MORBIHAN les femmes à la conquête du sport et de l'égalité

**interview de Colette Bocher**

**syndicaliste au SNEP-FSU, dirigeante d'un club d'athlétisme et militante féministe**

***État des lieux du sport des femmes, pratiquantes et dirigeantes. Qu'est-ce qui a évolué ?***

Vaste question ! Certes l'accès aux pratiques semble avoir progressé. L'école et le sport scolaire y ont fortement contribué, l'UNSS restant la fédération multisports qui comptabilise le plus de jeunes filles (48% de filles pour 52% de garçons), mais pour le reste nous restons loin du compte ! Ainsi en 2010, toutes disciplines sportives confondues, le chiffre de licenciées atteignait péniblement 37,3 %, avec un décrochage dans les quartiers dits sensibles où la population féminine est « *souvent victime de freins d'ordre social et culturel* ». Freins non corrigés par les dispositifs de sport dans les quartiers, qui produisent l'effet pervers de l'exclusion des filles du sport de proximité, à l'adolescence, en privilégiant le football. Les mêmes causes produisent le même décrochage en zones rurales. Le sport des femmes a surtout gagné en pratiques de loisirs et d'entretien.

Les sports dits masculins dont le football, le rugby, la boxe, etc. restent la chasse gardée des hommes, bien que sur les dernières décennies des spécialités jusque-là interdites aux « faibles » femmes, aient progressivement intégré le champ des pratiques féminines.

***Mais de nombreuses exclusions subsistent, est-ce par faute de volonté politique de s'y attaquer ?***

Là où le retard est béant et flagrant, c'est bien sur la place décisionnaire et le rôle des femmes dans le fonctionnement du sport : dirigeantes, officielles, arbitres, entraîneures, professionnelles de formation, cadres techniques. En athlétisme, on annonce le chiffre de 28% de présidentes de clubs et en 2003, sur les 108 fédérations sportives que compte notre pays, 4 étaient dirigées par des femmes. Les logiques d'exclusion y sont fortes, certaines subtiles et intériorisées, y compris par les femmes elles-mêmes, d'autres plus radicales, lorsque le « virilisme » qui habite le sport est amputé de sa mission de culture de la virilité et ne joue plus son rôle d'entretien d'une image surdimensionnée des hommes par rapport aux femmes.

Les femmes dans notre pays ont conquis récemment des droits dans la sphère privée, occultant le retard de la sphère publique dont les *Silences de l'histoire* révélés par Michelle Perrot, enfouissent la réalité et continuent de fragiliser les acquis privés. Certains droits de la sphère privée ne sont-ils pas implicitement remis en cause par des mobilisations rétrogrades contre la contraception et l'IVG, par exemple ?

Par ailleurs la sphère publique reste sexiste et c'est à cette bataille de la citoyenneté des femmes en tous domaines, y compris le sport, que nous devons nous attaquer avec force.

***Pensez-vous que le sexisme perdure en France ?***

Les affaires DSK ont fait écrire à Christine Delphy, féministe et chercheuse au CNRS , dans son ouvrage *Un troussage de domestique* : « *S'il y a des choses qui ne sont pas présumées mais avérées, c'est la permanence du sexisme en France – la profonde et vivace misogynie qui nous entoure – et celle des trois solidarités : celle du genre qui unit les hommes contre les femmes, celle de classe qui unit les riches contre les pauvres, celle de race qui unit les Blancs contre les Bronzés* ». Et c'est sans nul doute cette solidarité de genre qui vient de permettre au Conseil constitutionnel de lever l'accusation de harcèlement sexuel d'un député qui, faute d'avoir pu nier son délit, a fait simplement supprimer la loi datant de 2002, complétée par celle de juillet 2010, jamais suivie de décrets d'application, pour ne pas subir sa peine. Il faut dire que le ministère des Droits des femmes avait disparu de la scène politique, de même que la mission interministérielle. La mission *Femmes et Sport* du ministère de la Jeunesse et des Sports de Marie-George Buffet, qui a organisé les Assises nationales *Femmes et sport* en 1999, s'est étiolée, réduite à un « groupe de travail », puis à plus rien !

***Comment réagissez-vous à la modification des règlements du football visant à permettre aux jeunes musulmanes de jouer voilées ?***

Je me range aux côtés de Geneviève Fraisse, lorsqu'elle affirme que la question du voile est une question politique : « *Refusons le deni du politique, le rejet de l'importance du voile… Alors que dit le voile du corps entier ? Il dit la société divisée en classes d'immigration, en sexe de pouvoir, en corps marchandises ; il dit par l'invisible, le trop visible des inégalités. Mais soulignons-le, il dit le politique avec les instruments de la domination masculine* » (*Le Monde* 19 juin 2010).

C'est clair, il nous faut combattre politiquement les décisions de la FIFA, au nom du principe universel du refus de l'oppression des femmes à quelque communauté qu'elles appartiennent. « *Il n'est nul besoin de parler religion, laïcité, identité, diversité… car est politique ce qui cache la division sexuée du monde* ».

***Maintenant confrontées aux échéances des élections législatives, quelle place pour les femmes et pour leurs pratiques sportives ?***

Il faut exiger l'inscription de droits égalitaires des femmes dans tous les actes législatifs et leur traduction dans la réalité. Les exigences concernant l'EPS et le sport scolaire doivent s'inscrire dans les horaires d'un service public et laïc de l'école, restaurée dans ses missions et moyens humains, matériels et logistiques. Cela suppose de penser l'ensemble des structures en termes d'utilisation et de besoins des femmes de tous âges, y compris ceux de la « 4è vie » pour lesquels la santé et le bien être physique restent essentiels.

Il faut rouvrir les chantiers de la démocratisation du mouvement sportif et olympique et dans ce contexte y écrire la place des femmes. Une mission parlementaire confiée en 1999 à François Asensi a projeté des pistes intéressantes laissées en jachère faute de volonté politique de les faire aboutir. Il notait dans sa synthèse que les travaux du groupe de travail *Égalité, parité hommes/femmes dans le sport*, de la mission nationale *Femmes et Sport*, avait conclu que « *le strict respect des statuts fédéraux tels qu'ils se présentent actuellement, constituent un verrouillage efficace des moyens d'accès aux postes de responsabilité des femmes et un reflet des limites de l'organisation de la vie démocratique au sein des associations sportives en France* ».

À nous de faire sauter ces verrous !

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

### NIEVRE (58) - ROGER ROUSSAT

# le sport en débat à Varennes-Vauzelles

Plus 60 personnes été présentes à l'occasion de cette réunion publique en présence du Maire de Varennes Vauzelles, des élus locaux et des candidats du Front de Gauche aux élections législatives dans la Nièvre.

Olivier Sicot, 1er adjoint au maire, préside cette soirée d'échanges et de débat sur le sport. Il remercie la présence de Nicolas Bonnet et de Roger Roussat, président de l'ASAV Omnisport, l'initiateur de cette réunion.

Olivier Sicot rappelle le rôle central du sport à Varennes-Vauzelles avec 14% du budget de la ville qui y est consacré pour une vraie école de l'émancipation, du partage et du vivre ensemble.

Roger Roussat enchaîne en citant le fonds de secours local pour aider les familles en difficulté à pratiquer une activité physique et sportive. « *Ici, nous continuons le coupon sport, création de la ministre communiste Marie-George Buffet, qui est aujourd'hui réduit à son minimum au niveau national. Avant, dans la Nièvre, il y avait douze agents de l'État pour s'occuper du sport, aujourd'hui ils ne sont plus que trois.* »

Nicolas Bonnet invite les acteurs du mouvement sportif à ne pas se résigner devant la situation actuelle et appelle au combat. « *Nous avons un héritage important en matière de résistance et de lutte sur les questions de sport et nous avons également l'héritage d'une ministre. Marie-George Buffet a su faire preuve de courage en créant l'agence française de lutte contre le dopage, qui existe maintenant au niveau européen et mondial. Nous devons mener le combat à ce niveau avec le Front de gauche pour bousculer les idées.*»

### « Il n'y a pas de neutralité politique dans le sport »

S'il existe, c'est avant tout par des choix politiques et des conquêtes sociales, il faut donc repolitiser la question du sport. L'objectif visé par le sport est l'émancipation de la personne et nous nous opposons fondamentalement à toutes les formes de domination et d'exploitation. Le sport concerne le corps de chacune et chacun d'entre nous et nous voyons bien que, notamment dans le sport professionnel, le corps tend à être marchandisé. Il y a là un enjeu de société important. On ne peut pas séparer le sport des enjeux politiques. Par exemple, les bénévoles ont besoin de temps pour leur activité, c'est donc extrêmement lié aux conquêtes sociales de réduction du temps de travail. Il y a aujourd'hui 3,5 millions de bénévoles et 16 millions de licenciés à un club dans notre pays alors que 35 millions de français déclarent pratiquer un sport. Premier constat : cela ne concerne que 65% de la population pour les pratiquants et 25% pour les licenciés. Pourtant il existe un désir de faire du sport mais on ne répond pas aux besoins. Comment transformer ce désir en un réel droit au sport ?

Il faudrait que chacune et chacun puisse faire du sport gratuitement chaque semaine. Il y a besoin d'une loi cadre qui redéfinisse l'intervention de l'État et des collectivités territoriales pour rendre ce droit efficient par une offre de pratique de proximité. Rien n'a été fait ces dernières années, rien pour le bénévolat, rien pour la formation et la vie associative, alors que les clubs sont des lieux d'apprentissage, d'émancipation et de progrès.

### « Développer le sport à l'école »

La question du sport à l'école est également importante et le programme ne manque pas de propositions concrètes.

Monique Choquel, candidate titulaire aux élections législatives, reviendra sur le rôle émancipateur du sport à l'école dès le plus jeune âge. « *Il permet aux jeunes d'être bien dans leur peau* ». Et Pascale Bertin, suppléante de Bernard Dubresson, soulignera la nécessité de « *Repenser tous les programmes de l'Éducation nationale pour remettre des heures d'EPS. Un point important du programme est de prendre comme référence l'élève qui n'a que l'école pour apprendre.*»

Bernard Dubresson insistera sur la nécessité d'une loi cadre sur le sport. « *Il y a de gros besoins d'investissement dans la Nièvre, le sport doit être inclus comme un droit nouveau des salariés alors que le choix actuel des entreprises conduit au recul du sport en entreprise.* » Le programme propose un plan de relance des équipements sportifs et une responsabilisation des entreprises dans le développement du sport pour les salariés.

Nicolas Bonnet conclura sur la démarchandisation du sport par l'abrogation des lois sur les paris sportifs, sur les agents de joueurs ou la cotation en bourse. « *Il faut enlever le sport des mains des marchands et aller vers plus de solidarité entre le sport professionnel et le sport amateur. Il est possible de reverser les bénéfices des grands évènements pour le sport amateur. D'où l'enjeu fondamental de la démocratie et du débat* ».

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

**NIEVRE**

# interview de Roger Roussat

**président de l'ASAV Omnisport, 2ème club cheminot de France avec 3000 adhérents dont 750 cheminots en activité**

*Quel est ton point de vue sur le sport en entreprise dans la Nièvre ?*

C'est de plus en plus compliqué, mais nous maintenons une activité régulière grâce à la dynamique impulsée par comité départemental de la FSGT qui organise un challenge entreprise de mars à juin auquel 15 entreprises participent. Nous constatons une baisse de la participation des grandes entreprises privées et publiques comme par exemple les ASPTT qui participent de moins en moins aux challenges. Les comités d'entreprise consacrent moins de crédits à la pratique sportive qu'auparavant et s'orientent plus vers l'organisation de voyage et de réduction de place de cinéma ou chèques vacances. L'implication dans la vie associative d'un club est plus contraignante et nous sommes confrontés à des comportements « consommateurs d'activité » de la part des salariés.

Il faut absolument aider les salariés qui souhaitent s'impliquer dans un club comme bénévoles en leur dégageant du temps comme pour les délégués syndicaux. La vie associative est un plus car elle permet la rencontre, des liens forts entre salariés quelque soit leur poste ou grade, elle permet la fraternité.

*Est-ce que les licenciés sont impliqués dans les orientations des politiques sportives ?*

Cela dépend des situations et des orientations politiques. À Varennes-Vauzelles, les dirigeants de l'ASAV Omnisport sont consultés à chaque fois. Nous sommes un réel interlocuteur du maire à chaque réalisation ou rénovation d'équipement. Des réunions publiques sont régulièrement organisées et tous les licenciés sont invités.

C'est une volonté politique du maire. Ce n'est pas le cas partout dans notre département, certaines municipalités ont même supprimés l'adjoint aux sports et n'ont pas d'interlocuteur au sein du mouvement sportif de leurs villes. Ils soutiennent en priorités les équipes ou les athlètes qui rayonnent au haut niveau et véhicule l'image de la ville sur le plan national au détriment du sport de masse qui pourtant est pourvoyeur de talent.

*Quand est-il du sport de haut niveau dans la Nièvre ?*

Nous avons beaucoup de difficultés à garder nos jeunes athlètes. Lorsqu'un jeune marche bien en sport, ainsi qu'à l'école, il quitte automatiquement le département pour ses études ou pour intégrer un pôle espoir au CREPS de Dijon ou à Clermont. Ils sont très peu à revenir dans la

Nièvre car ici ils n'ont pas de débouché professionnel et sportif.

Nous maquons cruellement de structures d'entraînement de haut niveau. Il n'y a que les sports de pleine nature, comme le canoë-kayak par exemple, qui offrent des débouchés dans le département. Il y a également l'escrime qui est à un bon niveau. Pourtant, nous avons le meilleur ratio du nombre de licencié par habitant de la région Bourgogne avec 60 000 licenciés pour 220 000 habitants.

Le problème principal est lié au développement économique et à la nécessité d'implanter des entreprises qui permettraient plus de débouchés professionnels aux athlètes et de partenariat avec les clubs sportifs professionnels.

*Qu'attendez-vous du futur gouvernement ?*

D'abord une aide aux collectivités territoriales pour répondre aux besoins de la population. Je pense que c'est le devoir des municipalités de développer le sport de masse. C'est aux fédérations de s'occuper de la formation vers le haut niveau en partenariat avec l'État. Aujourd'hui, les fédérations n'aident pas assez les jeunes athlètes qui s'orientent vers le haut niveau et par conséquent certaines collectivités territoriales participent au financement du haut niveau au détriment du sport de masse. Il nous faut un véritable ministère des Sports qui se penche sur l'ensemble de ces problèmes et clarifie la situation par une loi cadre.

Il faut reprendre tous les problèmes de terrain à la base et y apporter des réponses. Enfin, je pense que budget consacré au sport est insuffisant et même s'il atteint 1% du budget de l'État cela ne changera rien, il faut viser beaucoup plus pour répondre à tous les besoins, 2% c'est vraiment le minimum.

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

### OISE (60) - JEAN-MICHEL LANGLET

# pour un service public qui réponde aux besoins de toutes et tous

Les communistes de l'Oise ont organisé le vendredi 9 décembre 2011, à l'espace du Pré-Martinet de Beauvais, un débat sur le programme du Front de Gauche en matière de sport en présence de Thierry Aury, secrétaire de la Fédération du PCF.

Plusieurs acteurs du mouvement sportif du département étaient présents, venant d'une diversité d'horizon : professeurs des écoles, professeurs d'EPS, retraités bénévoles, syndicalistes et présidents de clubs.

En introduction, quatre intervenants se sont succédés. Jean Michel Langlet, professeur d'EPS en retraite, a expliqué pourquoi les activités physiques et sportives ont été mises sur le marché. Comment le modèle sportif français a été détruit par une nouvelle orientation politique pour la marchandisation des APS.

Frédérique Landas, membre de la CGT territoriaux, a présenté la position de la CGT sur le sport et les difficultés pour les salariés de pratiquer sur leur lieu de travail. Elle a évoqué la question des licenciements, l'éloignement, l'individualisation, les crédits pour le développement du sport dans les comités d'entreprise, la situation des personnels des collectivités dans les services des sports et notamment leur formation, leur qualification, l'embauche et les salaires…

Anthony Auger, président du club de handball de Sérifontaine, dans une ville de 2 800 habitants, jeune ingénieur et suppléant aux élections législatives, a présenté les difficultés auxquelles sont confrontés les petits clubs. Il a notamment évoqué le manque de bénévoles et l'impact des fermetures d'entreprise comme celle de Trefimétaux. Le soutien des communes (PCF) et du département aux petits clubs est essentiel pour leur survie alors que la population est de plus en plus précarisée et les pratiquants qui travaillent sont de plus en plus éloignés de leur lieu de travail.

Alain Blanchard, vice-président du Conseil général de l'Oise, a évoqué la politique de l'État et les conséquences de la RGPP et de la réforme des collectivités territoriales sur les politiques sportives locales.

Dans le débat plusieurs questions ont été approfondies. Notamment la difficulté d'accès des salariés aux activités sportives et les effets de fermetures d'entreprises qui ont des conséquences graves sur la vie sociale et associative. Il n'y a plus que 4 clubs foot corporatif dans l'Oise aujourd'hui. Sommes-nous nostalgiques d'un temps ou les activités étaient encadrées dans les entreprises par les bénévoles avec un esprit club, de convivialité et de dévouement ? Où est-ce un acquis des luttes sociales qui a été réduit à néant et qu'il va falloir reconstruire ? Le statut du bénévole été également au cœur du débat ainsi que le coût prohibitif des licences pour les pratiquants.

Concernant le désengagement de l'État, une idée de pétition est en préparation sur Montataire. Les participants s'interrogent également sur la baisse des subventions du Conseil général et du Conseil régional. Sur quels critères les collectivités territoriales s'appuient-elles ? Une concertation avec le mouvement sportif est-elle mise en place ?

Les participants insistent sur l'importance de la pratique d'une activité physique et sportive régulière pour une culture générale de base, pour la santé, le lien social et, dans d'autres cas particuliers, pour la réinsertion. Le sport doit être considéré comme un enjeu de service public qui s'adresse à toutes et tous.

La professionnalisation du secteur pose de nouvelles questions, notamment en terme de formation, de recrutement, du manque de cadres qualifiés et naturellement des nouveaux rapports employeur/salariés dans un domaine ou les dirigeants sont majoritairement des bénévoles. Le coût pour les clubs de la professionnalisation, les salaires et les cotisations sociales, devient exponentiel et pose une question de fond sur le financement des clubs et l'économie générale du sport. À cela s'ajoute les contraintes des Fédérations : terrains, traçage, éclairage, tribunes, arbitres, etc., autant de difficultés à supporter en l'état pour les clubs et les communes.

Concernant le sport professionnel, les salaires, les exilés fiscaux, les montants faramineux des droits TV, autant de questions sont dans la tête de chacun d'entre nous. Quelle redistribution des richesses générées sur tous les sports à la base ?

Pour l'organisation de ce débat, 500 invitations et tracts avec le programme du Front de gauche ont été envoyés en direction des professeurs d'EPS des 110 collèges et lycées de l'Oise et à 120 associations de Beauvais, aux fédérations sportives et au CDOS de l'Oise. Des tracts ont été diffusés à l'entrée du match volley de pro A, des mail/SMS aux militants PCF.

La presse locale a bien relayée l'information avec 4 encarts dans le *Courrier picard*, le *Parisien*, l'*Oise hebdo* et l'*Observateur de Beauvais*.

## LE RÉSEAU SPORT DANS LES DÉPARTEMENTS

OISE

# interview de Jean-Michel Langlet

**professeur d'EPS à la retraite et ancien responsable du SNEP-FSU**
**militant communiste à Beauvais (Oise)**

***Pourquoi est-il important de faire le lien entre le sport et la culture ?***

Trop souvent, on traite ces questions séparément alors que les activités physiques et sportives font partie intégrante de la culture générale. Mais la vieille idée d'une coupure entre corps et esprit continue à dominer, y compris dans le domaine des pratiques culturelles. On considère d'un côté les activités qui relèveraient de l'esprit : la musique, la peinture, etc. – alors que le corps et les sensations y sont totalement engagées ; et on traite à part les pratiques sportives, qui seraient plus populaires et moins « culturelles ». Cette séparation se retrouve du reste dans l'action et les programmes politiques où la « culture » réduite à l'art est traitée à part des activités sportives. Pourtant les unes et les autres sont confrontées à des questions communes : par exemple, le rôle de la puissance publique dans leur organisation, les rapports entre amateurs et professionnels, etc.

Si l'on veut assurer un service public dans le sport comme dans les arts, quelle part de contrôle, d'incitation et de fonctionnement autonome veut-on y fixer ? Quels financements faut-il y apporter, pour qui et par qui ? De même, le statut de l'acteur culturel, qu'il soit sportif ou artistique, doit être clarifié. Je pense qu'il serait fructueux au niveau national que les deux commissions en charge du sport et de la culture aient davantage d'échanges. Il faudrait aussi être davantage attentifs aux transversalités car les activités physiques et sportives, par exemple, engagent tout un ensemble de domaines qui relèvent d'autres domaines : santé, aménagement du territoire, installations, etc. Le ministère des Sports doit nécessairement travailler sur ces sujets en relation avec d'autres ministères, ainsi que les collectivités concernées.

***Peut-on rapprocher le statut des travailleurs sportifs de celui des professionnels de la culture ?***

On trouve là encore de nombreux parallèles et enjeux communs qui ne sont pas toujours perçus comme tels. Dans le programme du Front de gauche sur la culture par exemple, il est bien traité des intermittents du spectacle, mais il n'est pas fait mention de plafonds de salaires pour les artistes, contrairement aux sportifs. Or, dans un cas comme dans l'autre, le problème principal est bien celui de la redistribution des sommes générées. Il existe une industrie de la culture comme il existe une industrie du sport, avec un marché. Même si les salaires de certains peuvent apparaître indécents – et ils sont une minorité –, les sportifs professionnels comme les artistes sont des salariés qui rapportent de l'argent à ceux qui investissent dans ces domaines. Il faut peut-être affiner la réflexion dans ce domaine, en se demandant où va concrètement l'argent généré par ces activités. Il faut aussi s'interroger sur la manière de lisser les sommes sur la durée de la vie des sportifs, dont la carrière est assez courte. Et donc enfin sur la redistribution entre les pratiquants professionnels, et entre eux et les amateurs. Les problèmes sont finalement les mêmes dans les arts, où la spéculation sur les œuvres est monnaie courante. Les vrais enjeux résident dans la circulation de l'argent, et dans sa redistribution afin de faciliter l'accès aux pratiques et spectacles pour le plus grand nombre.

***Quels types d'initiatives peut-on mettre en œuvre pour faire progresser ces réflexions?***

C'est d'abord une question d'organisation des forces disponibles. Sur le sport, à Beauvais, nous avons commencé à organiser des initiatives au moment des élections municipales de 2000 : trois réunions autour de thèmes spécifiques pour préparer un programme municipal. Les participants venaient de diverses parties du monde sportif : moniteurs municipaux, dirigeants de clubs, etc. Ensuite, au moment des régionales, nous avons organisé un débat public sur ce thème. Peu de monde est venu au final, mais on a diffusé au moins 2000 tracts, notamment devant le stade de football et le gymnase du club de volley, qui évolue en Pro-A. Le plus intéressant a finalement peut-être résidé dans la diffusion des invitations à ce débat, qui comprenaient de larges extraits du programme. Il faut d'abord sensibiliser, marquer une présence avant d'espérer pouvoir enclencher une réelle mobilisation. En revanche, l'action que nous avions également initiée en direction des artistes plasticiens a eu plus de succès. Elle s'est davantage appuyée sur un réseau de connaissances : nous n'avons pas sorti de tracts pour annoncer l'événement mais nous avons eu plus de monde, peut-être attirés par la petite exposition qui l'accompagnait avec des œuvres prêtées par les artistes.

Comment poursuivre ? Nous avons envisagé de mettre sur pied une chorale de chants révolutionnaires et de produire une brochure avec les paroles de ces chants, illustrées par les artistes avec lesquels nous avons déjà travaillé. Maintenant, la question est de savoir comment fusionner initiatives sportives et artistiques !

# L'HUMAIN D'ABORD

## une nouvelle ambition pour le sport

Les premières mesures que nos députés porteront à l'Assemblée nationale :

### Le service public est la garantie du droit d'accès au sport pour toutes et tous

- Adopter une loi cadre sur le sport réaffirmant l'unicité du sport, définissant les principes de l'action publique et reconnaissant le rôle de chaque collectivité et du mouvement sportif dans cette action. L'objectif de cette loi est de redonner les moyens à l'éducation nationale, aux collectivités territoriales, aux services déconcentrés du ministère des Sports et aux associations sportives d'assumer pleinement les missions de service public.
- Redonner les moyens nécessaires à un ministère des Sports de plein exercice avec ses services déconcentrés et ses établissements publics et rétablir au moins un CREPS par région.
- Un budget de l'État consacré aux activités physiques et sportives qui soit dès à présent doubler, puis égal à 1% du budget de l'État hors crédits extra budgétaires.
- Maintenir la compétence générale pour toutes les collectivités territoriales afin de permettre le financement croisé des installations sportives. Une nouvelle loi de décentralisation tenant compte des enjeux du sport sera débattue.

### L'accès de toutes et tous aux activités physiques et sportives commence à l'école

L'Éducation nationale doit garantir un enseignement obligatoire minimum de 3h à 5h d'EPS de la maternelle à l'université en insistant sur le niveau de formation et les contenus. Ce qui implique une augmentation significative du nombre d'enseignants d'EPS par un grand plan national de recrutement et la formation des professeurs des écoles au cours des prochaines années.

Nous soutiendrons le développement d'installations sportives adaptées à l'EPS sur le lieu de l'enseignement ou à proximité, gérées par les collectivités et ouvertes aux associations sportives locales. De même, les associations sportives scolaires et universitaires, fédérée par l'USEP, l'UNSS ou la FFSU, seront fortement soutenues pour leur fonctionnement dans chaque établissement.

### Un plan national d'aide aux clubs qui relance la vie associative, l'éducation populaire et le bénévolat

- Adopter une loi cadre sur la vie associative valorisant l'engagement des bénévoles afin de leur garantir le temps et la formation adéquats pour se consacrer à la vie de leur association.
- Engager un plan national d'aide aux clubs pour encourager le développement de toutes les activités physiques et sportives pour toutes et tous, qu'elles soient compétitives ou non.
- Relancer l'aide aux familles les plus démunies pour l'accès aux activités physiques et sportives. Le coût de la pratique sportive (licence, accès aux installations, équipements...etc.) doit être indexé sur le revenu familial pour qu'il ne soit pas un frein à la pratique. La pratique des étudiants, chômeurs et personnes sans revenus doit être aidée.
- Définir un cadre réglementaire permettant le soutien aux associations sportives en entreprise, en renforçant la loi sur le fonctionnement des comités d'entreprises : vers une participation financière de l'entreprise correspondant à la masse salariale et aux plus-values financières dégagées par les entreprises à forte valeur ajoutée et faible masse salariale.

### Une politique nationale d'équipements sportifs qui réponde aux besoins de la population

Nous engagerons, avec les collectivités territoriales, un plan national pour le développement des installations sportives par une nouvelle loi. Cette loi doit aboutir à la création d'un fonds national pour aider les collectivités territoriales à financer les rénovations et les nouvelles réalisations.

### Une politique sportive qui réaffirme la laïcité et la mixité dans les espaces publics et qui développe les pratiques des femmes

- Réaffirmer les principes de laïcité et mixité dans les équipements sportifs et dans les compétitions.
- Instaurer la proportionnalité dans les instances nationales, la part des femmes doit y refléter celle des licenciées.
- Ouvrir un chantier national avec les fédérations sportives pour le développement des rencontres mixtes, des pratiques émergentes dans toutes les disciplines, à tous les niveaux de compétitions.
- Modifier la loi sur les retransmissions télévisées pour que les manifestations sportives féminines soient traitées de la même manière que les manifestations sportives masculines.

### Des politiques sportives qui se débattent à tous les échelons

- Organiser des Assises nationales du sport sur l'ensemble du territoire visant à remettre en place une instance à l'image du CNAPS qui ne se limitera pas à la gouvernance.
- Instaurer une concertation annuelle permanente avec le mouvement sportif dans sa plus large expression à chaque échelon du territoire, qui s'appuierait sur le mouvement national des offices municipaux des sports.

### Une politique sportive qui défend les valeurs du sport et l'éthique

- Réaffirmer l'exemplarité d'un sport d'excellence porteur de valeurs éducatives.
- Faire de la lutte contre la violence, la corruption et les discriminations des priorités nationales avec une déclinaison dans chaque territoire.
- Abroger la loi sur l'ouverture au marché des paris sportifs en ligne.
- Encadrer de manière stricte l'activité et les rémunérations des agents sportifs et limiter les transferts qui ont transformé aujourd'hui les sportifs en véritables marchandises.
- Sécuriser le parcours des sportifs professionnels, de la formation à la reconversion et instaurer un salaire minimum et un salaire maximum.

## la *Revue du projet*

### prochain numéro consacré à *Quels progrès pour le sport ?*

Sortie première semaine de juin avec au sommaire des articles inédits de chercheurs, dont :

**Patrick Clastres**, historien, membre du Centre d'histoire de Sciences-Po et auteur notamment de *Jeux olympiques. Un siècle de passions*. Les Quatre chemins, 2008

**Claire Pontais**, secrétaire nationale du SNEP-FSU, membre du centre de recherche EPS et société

**Yvon Leziart**, professeur des universités à l'Université de Rennes 2

**Anne Roger**, maîtresse de conférences à l'UFR STAPS Lyon 1

**Catherine Louveau**, sociologue, professeure en STAPS à l'Université de Paris Sud XI

**Marion Fontaine**, maîtresse de conférences à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse

**Béatrice Barbusse**, maîtresse de conférence de sociologie à l'Université de Paris Est-Créteil

## Assemblée citoyenne sur le sport

**Audun-le-Tiche (Moselle)**

**Le jeudi 24 mai 2012**

Avec René Iacone, adjoint au maire en charge de Sport et Nicolas Bonnet, responsable de la commission *Sport* du PCF et les candidats du Front de gauche aux élections législatives en Moselle

## Place au Sport

**Echirolles (Isère)**

**samedi 26 mai à partir de 9h**

Avec Renzo Sulli, maire d'Echirolles et Evelyne Specia, maire adjointe de Vizille, candidats aux élections législatives dans la 2e circonscription de l'Isère

En présence d'Élisabeth Legrand, conseillère générale et de Nicolas Bonnet, responsable de la commission sport du PCF

## Sport en Fête

**Fête de l'Humanité à Toulouse**

**Le samedi 2 juin 2012, zone verte des Argoulets**

Tournoi de foot à 7 et tournoi de flag rugby animés par la FSGT et la JC de Haute-Garonne

## Assemblée citoyenne sur le sport

**Le Blanc-Mesnil**
**Lieu dit « la Ferme »**

**Le samedi 2 juin 2012**
**de 9h à 12h**

Avec
Marie-George Buffet
et les acteurs du sport
de Seine-Saint-Denis

## Rencontre du CIDEFE sur le sport

### *Les valeurs du sport et la place des collectivités territoriales*

**Jeudi 28 juin 2012 à Paris de 9h à 17h**

Amphithéâtre Nelson Paillou
Maison du sport français (CNOSF)

3 tables rondes :

1. Les grands évènements sportifs : quelles interventions publiques ?
2. Les clubs et les sportifs professionnels : quelle place dans le projet des collectivités ?
3. Le sport de haut niveau : des résultats à tout prix ou l'épanouissement de tous ?

## La fête fédérale du *Travailleur alpin*

**29, 30 juin, et le 1er juillet**

**Parc Dotto à Fontaine (38)**

Les supporteurs du GF 38 du Red Kaos tiendront un stand avec jeu de ballon

**les communistes et le sport**

informez-vous, dialoguez, échangez, prenez connaissance des analyses et propositions de la commission ***Sport*** du PCF

*contact*
Commission ***Sport*** du PCF
2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris
Nicolas Bonnet
sport@pcf.fr - 06 37 62 99 84
http://sport.pcf.fr